



**MINISTÈRES  
ÉDUCATION  
JEUNESSE  
SPORTS  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
RECHERCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'action administrative  
et des moyens**

**Secrétariat Général**

**Direction des  
évaluations, de la  
prospective et de la  
performance**

Et

**Service de l'action  
administrative  
et des moyens**

**Sous-direction des achats**

Bureau de la stratégie et  
de l'ingénierie  
des achats  
SAAM B1

61-65 rue Dutot  
75732 Paris Cedex 15

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**Procédure n° MEN-SG-AOO-25017**

**Objet :** Prestations de traduction écrite de tous types de documents pour le compte des services de l'administration centrale des ministères chargés de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b> .....	5
<b>CONTEXTE</b> .....	5
<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE</b> .....	5
<b>ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b> .....	5
<b>ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE</b> .....	6
3.1. Allotissement.....	6
3.2. Forme et montant du marché.....	6
3.3. Procédure.....	6
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE</b> .....	6
<b>ARTICLE 5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE</b> .....	6
<b>ARTICLE 6. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS</b> .....	7
6.1. Caractéristiques des documents à traduire / ou objet des prestations.....	7
6.2. Profil des traducteurs.....	7
6.3. Nature des prestations.....	8
6.4. Modalités d'exécution.....	8
6.4.1. Modalités de transmission des documents.....	8
6.4.2. Délais standards d'exécution des prestations.....	9
6.4.3. Délais restreints d'exécution des prestations.....	9
6.4.4. Délais d'exécution en urgence des prestations.....	10
6.4.5. Demandes en dehors des heures ouvrées, le week-end et les jours fériés.....	10
6.4.6. Prestations de publication assistée par ordinateur (PAO).....	10
6.4.7. Mise en place d'un glossaire et d'une mémoire de traduction.....	10
6.5. Conditions de vérification et garantie .....	10
6.6. Prestations supplémentaires éventuelles .....	10
<b>ARTICLE 7. CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE</b> .....	11
7.1. Encadrement de l'élève .....	11
7.2. Les étapes de mise en œuvre du stage .....	11
7.3. Contrôle et évaluation de l'action de formation .....	12
<b>ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</b> .....	12
8.1. Services numériques écoresponsables .....	12
8.2. Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) .....	13
<b>ARTICLE 9. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION - GARANTIE TECHNIQUE</b> .....	13
9.1. Pour les délais standards d'exécution des prestations .....	13
9.2. Pour les délais restreints d'exécution des prestations.....	13
9.3. Pour les délais d'exécution en urgence des prestations.....	14
<b>ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN</b> .....	14
<b>ARTICLE 11. PROPRIETE INTELLECTUELLE</b> .....	14

<b>ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13. CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS .....</b>	<b>16</b>
<b>13.1. Conduite des prestations .....</b>	<b>16</b>
13.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère .....	17
13.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire.....	17
<b>13.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 14. CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15. PENALITES, RÉFACTIONS ET REJET .....</b>	<b>18</b>
<b>15.1. Pénalités de retard .....</b>	<b>18</b>
15.1.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais standards .....	19
15.1.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais restreints .....	19
15.1.3. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais d'urgence inférieurs à 6 heures ouvrées .....	19
15.1.4. Pénalités pour retard dans la transmission du glossaire et de la mémoire de traduction .....	19
<b>15.2. Pénalités pour non-respect de la clause sociale .....</b>	<b>20</b>
<b>15.3. Pénalités pour non-respect de la clause environnementale .....</b>	<b>20</b>
<b>15.4. Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels ..</b>	<b>20</b>
<b>15.5. Réfaction pour manquement ou mauvaise exécution des prestations .....</b>	<b>20</b>
<b>15.6. Rejet des prestations .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 16. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>21</b>
<b>16.1. Contenu des prix .....</b>	<b>21</b>
<b>16.2. Forme des prix.....</b>	<b>21</b>
<b>16.3. Révision des prix .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION .....</b>	<b>22</b>
<b>17.1. Facturation .....</b>	<b>22</b>
<b>17.2. Délais de paiement.....</b>	<b>22</b>
<b>17.3. Avance .....</b>	<b>23</b>
<b>17.4. Acomptes .....</b>	<b>23</b>
<b>17.5. Cession ou nantissement des créances.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 18. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>23</b>
<b>18.1. Assurance.....</b>	<b>23</b>
<b>18.2. Justificatifs sociaux .....</b>	<b>24</b>
<b>18.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché .....</b>	<b>24</b>
18.3.1. Changement de dénomination sociale du titulaire.....	24
18.3.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire .....	24
<b>ARTICLE 19. UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 20. RESILIATION .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 21. SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 22. DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 23. DEROGATIONS .....</b>	<b>26</b>

ANNEXE 1 PRÉSENTATION DES DIRECTIONS PRINCIPALES  
ANNEXE 2 EXEMPLE DOCUMENT DE RENTRÉE  
ANNEXE 3 RGPD

## **PREAMBULE**

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et de son annexe :

- les ministères chargés de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative sont désignés sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

## **CONTEXTE**

Plusieurs services du ministère ayant des besoins en traduction, le ministère a décidé la mise en place d'un marché global.

Dans le cadre du présent marché, les principaux services donneurs d'ordres sont :

- La Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) ;
- La Délégation à la communication (DELCOM) ;
- La Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) ;
- Le Service de l'action administrative et des moyens (SAAM) ;
- La Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) ;
- La Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) ;
- L'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF) ;
- La Direction des sports (DS) ;
- La Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (DREIC) ;
- La Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO).

Cette liste des services donneurs d'ordres est non exhaustive.

## **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de traduction écrite de tous types de documents pour le compte des services de l'administration centrale des ministères chargés de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

## **ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix unitaires » (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
  - Annexe 1 : Présentation des Directions principales
  - Annexe 2 : Exemple Document de rentrée
  - Annexe 3 : RGPD
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE**

### **3.1. Allotissement**

La consultation est passée en lot unique.

### **3.2. Forme et montant du marché**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

### **3.3. Procédure**

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'État (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

## **ARTICLE 5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché. Les prestations débutent à la réception des bons de commande. La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande par courrier électronique. Lors de l'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable. Les langues non tarifées au BPU font l'objet d'un devis établi par le titulaire et accepté par le ministère.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels

régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai inférieur au délai de livraison, à compter de la date de réception du bon de commande, pour émettre des observations.

## **ARTICLE 6. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS**

### **6.1. Caractéristiques des documents à traduire / ou objet des prestations**

Les textes à traduire peuvent être de natures différentes :

- Documents institutionnels : publications, brochures, etc ;
- Documents évènementiels et/ou politique : discours, comptes rendus de séminaire, présentations
- Documents administratifs : notes de synthèse, curriculum vitae ;
- Documents de communication : pages web, flyers, dossiers de presse, plaquettes, guides ;
- Documents pédagogiques : supports pédagogiques, cadres de conception d'enquêtes, cahiers d'exercices à destination des élèves de CP à la terminale dans toutes les disciplines, questionnaires à destination des enseignants, personnels de direction ou parents d'élèves...

Les documents sont notamment au format :

- Indesign
- .doc(x)
- .xls(x)
- .pdf
- .ppt
- Sur une plateforme ou un site web.

Les textes à traduire peuvent être de longueur variable. Ils nécessitent généralement la maîtrise du vocabulaire spécifique à au moins un des domaines du ministère ou de sa politique : éducation, enseignement, recherche, sports, jeunesse et vie associative et éventuellement des aspects juridiques. Ce type de texte est répertorié avec la spécification « domaine pointu » dans le BPU.

À titre indicatif, le document de rentrée publié par la DELCOM et traduit chaque année est présenté en annexe 1 au CCP.

Plus exceptionnellement, les textes à traduire peuvent ne pas présenter de complexité technique particulière. Ce type de texte est répertorié avec la spécification « domaine commun » dans le BPU (exemple : lettres, mails, invitations).

### **6.2. Profil des traducteurs**

Pour les domaines pointus notamment, l'exécution des prestations doit être confiée à des traducteurs professionnels allophones ou francophones expérimentés (5 ans minimum). Les traducteurs traduisent et révisent si possible vers leur langue maternelle. Ils doivent être reconnus de niveau C2 du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) ou équivalent dans la langue cible, et sont diplômés d'une école de traduction reconnue, maîtrisant la terminologie des domaines de la politique en matière d'éducation, d'enseignement, de recherche, des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Le ministère insiste particulièrement sur la nécessité de maîtrise de ces champs lexicaux, ainsi que du vocabulaire juridique, par les traducteurs dédiés à l'exécution de ce marché.

Il est également demandé que les connaissances dont disposent les interprètes soient régulièrement actualisées et complétées afin d'assurer une prestation de qualité.

En cas d'indisponibilité d'un intervenant affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit assurer la continuité des prestations et remplacer le personnel par un profil de compétences et de qualifications équivalent. Ce changement ne doit entraîner aucune répercussion sur la qualité du service fait et sur les délais

d'exécution des prestations. Tout nouvel intervenant est soumis à l'approbation du ministère.

### 6.3. Nature des prestations

Dans le cadre du présent marché, il est entendu par :

- « texte source » : un texte rédigé dans une langue source à traduire dans une langue cible ;
- « texte cible » : le résultat du processus de traduction ;
- « traduction » : la transposition d'un texte rédigé dans une langue source vers une langue cible. Dans le cadre du présent marché, la traduction s'accompagne systématiquement d'une vérification par le même traducteur avant livraison ;
- « révision » : la comparaison systématique, par une personne autre que le traducteur initial, des textes source et cible avant livraison pour vérifier la cohérence terminologique, le style et le niveau de langue ;
- « relecture » : examen de la traduction par un autre traducteur que le traducteur initial visant à la relecture unilingue du texte cible ;
- « traduction assistée par ordinateur » : la traduction d'un ou de parties de texte à l'aide d'un logiciel de traduction assistée par ordinateur (TAO), ou d'un texte qui a déjà été prétraité à l'aide d'un tel logiciel.

#### 6.3.1. Prestations courantes de traduction

La majorité des traductions sont effectuées de l'anglais vers le français et inversement. L'anglais, ainsi que les autres langues les plus courantes ou susceptibles d'être utilisées font l'objet d'unités d'œuvre incluses dans le BPU. Dans le cas où le ministère fait appel à une langue non mentionnée, le titulaire s'engage à assurer la prestation. Si toutefois, il n'est pas en mesure de la réaliser, le titulaire a l'obligation d'avertir immédiatement par écrit le ministère de son incapacité et de le libérer de son exclusivité contractuelle.

Le titulaire s'engage à ce que l'équipe dédiée fournisse un travail de traduction de qualité, en respectant le style, la terminologie et en traduisant subtilement le contenu pour que le message du texte de départ soit parfaitement transmis dans le texte d'arrivée qui doit être clair et simple. **Toute traduction littérale et mot à mot est proscrite.**

La traduction automatique (TA) est également interdite, seule est autorisée la traduction assistée par ordinateur (TAO). Le titulaire doit préciser les logiciels de TAO qu'il utilise.

Toute prestation de traduction doit systématiquement comprendre une révision, et éventuellement une relecture. En cas de recours à un logiciel de traduction assistée par ordinateur (TAO), la prestation inclut également la révision par un traducteur.

Le ministère requiert la **transparence sur la provenance de la traduction**. Par conséquent, le titulaire fournit, pour chacune d'entre elles, les **moyens de preuve** nécessaires.

De manière exceptionnelle, des prestations de traduction simple peuvent être commandées.

#### 6.3.2. Prestations ponctuelles

De manière ponctuelle, il peut également être commandé la révision et la relecture de documents déjà traduits en interne par le ministère.

### 6.4. Modalités d'exécution

#### 6.4.1. Modalités de transmission des documents

##### 6.4.1.1. Les documents sources

Les documents sont communiqués au titulaire selon les modalités convenues entre les parties :

- soit par messagerie électronique : le titulaire communique au ministère l'adresse électronique pour l'envoi des documents à traduire ;
- soit via l'outil de gestion électronique de document (GED) sécurisé que le titulaire aura proposé dans son offre. Cette plate-forme est mise à disposition du ministère sans surcoût.



Le partage des documents via la plateforme en ligne de gestion a pour but de garantir la traçabilité et la réactivité.

#### 6.4.1.2. Les documents traduits

Les documents traduits par le titulaire sont transmis par le même moyen que celui utilisé pour la transmission du document source.

Pour les documents concernant les évaluations, les échanges de fichier sources et cibles se font sur un serveur ftp sécurisé, car les documents sont confidentiels.

Les documents traduits doivent être accompagnés d'un état récapitulatif des prestations réalisées mentionnant:

- la date ;
- en cas de co-traitance ou de sous-traitance, le nom de la société ;
- le nom des documents traduits ;
- le nom du traducteur, du réviseur et du relecteur, ainsi que les coordonnées des deux derniers ;
- la langue de traduction ;
- le nombre de mots traduits ;
- la date du bon de commande ;
- le cas échéant le logiciel de traduction assistée par ordinateur utilisé dans le cadre de la prestation.

#### 6.4.2. Délais standards d'exécution des prestations

Suivant le nombre de mots à traduire, les délais maximums d'exécution des prestations à compter de la réception du bon de commande sont ceux indiqués ci-dessous. Les jours ouvrés s'entendent du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Traduction et révision :

Nombre de mots à traduire	Jusqu'à 2 000 mots	De 2 001 à 5 000 mots	De 5 001 à 10 000 mots	De 10 001 à 25 000 mots	De 25 001 à 50 000 mots	À partir de 50 001 mots
Délais maximum de réalisation en jours ouvrés (9 h – 18 h)	1	3	5	13	25	30

L'estimation financière correspondant à la demande du ministère doit être envoyée par le titulaire :

- sous une demi-journée ouvrée à partir de 2001 mots ;
- dans l'heure qui suit la réception du bon de commande jusqu'à 2 000 mots.

Elle doit être explicitement validée par retour d'e-mail du ministère dans l'heure suivant l'envoi du devis à partir de 2001 mots ou dans les 30 minutes jusqu'à 2 000 mots.

En cas de document à traduire présentant de nombreuses difficultés techniques ou un nombre très important de mots, les délais appliqués sont ceux figurant sur le bon de commande.

#### 6.4.3. Délais restreints d'exécution des prestations

Dans le cadre de ces demandes en délais restreints, les documents à traduire doivent l'être dans un format éditable : .docx, .xlsx ou .ppt ou équivalent.

Les demandes de traduction en délais restreints sont définies comme suit :

- Celles dans lesquelles, quelle que soit la longueur du document, celui-ci est à traiter dans un délai inférieur au délai standard.

L'estimation financière correspondant à la demande du ministère doit être envoyée par le titulaire :

- sous une demi-journée ouvrée pour des délais d'exécution supérieurs à une journée ouvrée ;
- dans l'heure qui suit la demande du ministère pour des délais d'exécution inférieurs ou égaux à une journée ouvrée .

Elle doit être explicitement validée par retour d'e-mail du ministère dans l'heure suivant l'envoi du devis pour des délais d'exécution supérieurs à une journée ouvrée ou dans les 30 minutes pour des délais d'exécution

inférieurs ou égaux à une journée ouvrée.

Dans le cadre de ces demandes en délais restreints, le ministère s'engage à transmettre au titulaire les bons de commande afférant à la demande au plus tard dans les 48 heures ouvrées (2 jours ouvrés) suivant l'envoi des traductions.

#### 6.4.4. Délais d'exécution en urgence des prestations

Dans le cadre de ces demandes urgentes, les documents à traduire doivent l'être dans un format éditable : .docx, .xlsx ou .ppt ou équivalent.

Les demandes de traduction urgentes sont définies comme celles devant être réalisées dans un délai inférieur à 6 heures ouvrées, dans la limite de 2500 mots.

L'estimation financière correspondant à la demande du ministère doit être envoyée par le titulaire dans l'heure qui suit la réception de cette demande et doit être explicitement validée par retour d'e-mail du ministère dans les 30 minutes suivant l'envoi du devis.

Dans le cadre de ces demandes urgentes, le ministère s'engage à transmettre au titulaire les bons de commande afférant à la demande au plus tard dans les 48 heures ouvrées (2 jours ouvrés) suivant l'envoi des traductions.

#### 6.4.5. Demandes en dehors des heures ouvrées, le week-end et les jours fériés

Dans les cas exceptionnels de demandes en dehors des heures ouvrées, le week-end et les jours fériés, il sera fait application du pourcentage de majoration correspondant prévu au BPU.

#### 6.4.6. Prestations de publication assistée par ordinateur (PAO)

Exceptionnellement, le titulaire doit être en mesure de réaliser en plus de la traduction une prestation de PAO. Cette prestation concerne principalement les publications telles que le dossier de presse de rentrée joint en annexe du présent CCP, lequel comporte une partie texte, des tableaux et des graphiques, et représente un volume d'environ 80 pages. Pour chaque prestation commandée, le ministère transmet un fichier natif (InDesign) et le fichier PDF correspondant. Le titulaire, après traduction, doit remettre l'ensemble des livrables sous le même format que les documents sources ainsi que le PDF. Il sera fait application du pourcentage de majoration correspondant prévu au BPU.

#### 6.4.7. Mise en place d'un glossaire et d'une mémoire de traduction

Afin d'assurer l'unité et la cohérence terminologique de l'ensemble des traductions dans une langue donnée, le titulaire met en place un glossaire et une mémoire de traduction qu'il tient à jour au fur et à mesure des traductions selon les modalités établies d'un commun accord avec le ministère. Il les transmet tous les six mois au ministère et intègre également des termes sur simple demande. Le glossaire et la mémoire sont communs à l'ensemble des services donneurs d'ordres du ministère et concernent l'anglais, l'allemand, l'espagnol, le portugais et l'italien. Ils permettent de garantir l'homogénéité des traductions de chaque document. Ils sont complétés progressivement en étroite collaboration avec les services utilisateurs.

Ce glossaire s'appuie sur les publications déjà traduites.

Un mois avant l'expiration du marché, le titulaire remet sans surcoût la dernière version du glossaire au ministère qui en conserve la propriété pleine et entière conformément à l'article 11 du présent CCP.

Ces prestations sont réputées faire partie intégrante de la prestation de traduction et ne donnent pas lieu à la fixation d'un prix.

### **6.5. Conditions de vérification et garantie**

Les opérations de vérification sont décrites à l'article 9 du présent CCP.

### **6.6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives sont prévues pour le présent marché. Ces PSE sont commandées dans le cas où les deux conditions suivantes sont remplies :

- le titulaire l'a prévue dans son offre (la PSE étant facultative) ;
- le ministère a décidé, après examen de celle-ci, de la retenir pour l'exécution du marché.

Dans le cas où ces deux conditions sont réunies, le titulaire exécute ces PSE selon les modalités prévues dans une annexe jointe à son offre. Les délais d'exécution des prestations des PSE sont les mêmes que pour les autres types de prestations.

Ces traductions hors français concernent la traduction entre deux langues pour laquelle ni la langue source ni la langue cible n'est le français. Ces combinaisons de langues sont détaillées au bordereau des prix unitaires sous la rubrique PSE.

## **ARTICLE 7. CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE**

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

**Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures**, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

### **7.1. Encadrement de l'élève**

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

### **7.2. Les étapes de mise en œuvre du stage**

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue - peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

### **7.3. Contrôle et évaluation de l'action de formation**

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Education nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le ministère prévoit que les conditions d'exécution du présent marché prennent en compte les considérations relatives à l'environnement.

Le présent marché comporte des exigences environnementales que les titulaires devront respecter. Le respect de cette clause est vérifiable selon des méthodes objectives et pourra faire l'objet d'un contrôle effectif.

Sont exigés l'emploi de méthodes de travail économes en déplacements et le recours aux modes de transports les moins polluants ainsi que l'usage de la voie dématérialisée, en tout temps de la durée d'exécution du marché. À ce titre, il est demandé aux titulaires d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de plateformes collaboratives plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par messagerie électronique.

Dans le cadre de l'exécution des prestations relevant du présent marché, le titulaire adopte une démarche écoresponsable en se conformant aux pratiques suivantes :

### **8.1. Services numériques écoresponsables**

Le site internet sur lequel est mis en ligne les documents doit s'inscrire dans une démarche de mise en

conformité avec les exigences du Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN).  
Le titulaire justifie par tout moyen s'inscrire dans cette démarche, notamment en communiquant à sa demande au ministère le résultat de l'autodiagnostic réalisé avec l'outil NumEcoDiag au format CSV ([NumEcoDiag - Numérique écoresponsable \(numerique.gouv.fr\)](http://NumEcoDiag - Numérique écoresponsable (numerique.gouv.fr))).

## 8.2. Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État et conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés (250 pour les entreprises en Outre-Mer) doivent établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le renouveler tous les quatre ans.

Le titulaire soumis à cette obligation devra communiquer au ministère son BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent marché.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée: <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

## ARTICLE 9. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION - GARANTIE TECHNIQUE

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché doivent être conformes en tous points aux exigences mentionnées au présent CCP, à l'offre du titulaire et aux bons de commandes émis par le ministère.

Sous réserve des dispositions du présent article, les opérations de vérification et d'admission des prestations se font conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Tout dépassement de délai dans l'exécution des prestations sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 15 du CCP.

Si suite à un rejet des prestations, le titulaire refuse d'exécuter à nouveau la prestation ou ne se conforme pas aux indications formulées par le ministère, le marché peut être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies à l'article 20 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, les prestations exécutées ne font pas l'objet d'une garantie.

### 9.1. Pour les délais standards d'exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'articles 28.2 du CCAG-PI, le ministère transmet au titulaire des observations et/ou des demandes de corrections dans les délais définis ci-dessous. L'absence de réponse du ministère dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite. Si le ministère ne peut respecter le délai indiqué, il informe le titulaire de la date à laquelle il procèdera à la validation, et s'engage sur un nouveau délai qu'il détermine avec le titulaire.

Nombre de mots à traduire	Jusqu'à 2 000 mots	De 2 001 à 5 000 mots	De 5 001 à 10 000 mots	De 10 001 à 25 000 mots	De 25 001 à 50 000 mots	À partir de 50001 mots
Délai de vérification	2 jours ouvrés	3 jours ouvrés	4 jours ouvrés	5 jours ouvrés	6 jours ouvrés	8 jours ouvrés

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un jour ouvré jusqu'à 2000 mots et de 3 jours ouvrés dans les autres cas pour intégrer les observations et/ou procéder aux corrections demandées sur les livrables et les retransmettre au ministère.

### 9.2. Pour les délais restreints d'exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-PI, le ministère dispose de 12 heures (3 heures en cas de délai d'exécution inférieur à 12 heures ouvrées) pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de corrections. L'absence de réponse du ministère dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite.

Si le ministère ne peut respecter le délai indiqué, il informe le titulaire de la date à laquelle il procèdera à la validation, et s'engage sur un nouveau délai qu'il détermine avec le titulaire.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose de 12 heures (4 heures en cas de délai d'exécution inférieur à 12 heures ouvrées) pour intégrer les observations et/ou procéder aux corrections demandées sur les livrables et les retransmettre au ministère.

### **9.3. Pour les délais d'exécution en urgence des prestations**

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-PI, le ministère dispose de 3 heures pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de corrections. L'absence de réponse du ministère dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite. Si le ministère ne peut respecter le délai indiqué, il informe le titulaire de la date à laquelle il procèdera à la validation, et s'engage sur un nouveau délai qu'il détermine avec le titulaire.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose de 3 heures pour intégrer les observations et/ou procéder aux corrections demandées sur les livrables et les retransmettre au ministère.

## **ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

## **ARTICLE 11. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les documents communiqués par le ministère au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'administration. Le ministère en conserve la propriété pleine et entière.

Le ministère dispose de la propriété pleine et entière relative aux droits d'auteur des documents ou tout autre élément remis par lui à la société pour permettre à cette dernière, la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché (glossaire et mémoire compris). Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché sur tous les livrables décrits au présent marché notamment les documents traduits et le glossaire. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, de diffusion, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon, ainsi que les produits finis cités dans le présent cahier des clauses particulières.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier, y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché, en particulier les traducteurs et les relecteurs, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels, les salariés de ces sous-traitants et toute autre personne sans exception.

De plus, il garantit également le ministère contre tout recours de toutes personnes ayant participé à la conception et/ou la réalisation de la commande et leurs ayants droit.

De même, si le ministère est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations

fournies, le contractant doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que le ministère puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires ;
- soit, dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et l'indemniser du préjudice subi.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

## **ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts, les niveaux de qualité et conditions prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation. Il fournit les curriculums vitae des personnes désignées, ces profils devant être en adéquation avec ceux présentés dans l'offre du titulaire, à défaut sa proposition est refusée.

Le titulaire s'engage à affecter pour l'exécution des prestations objet du présent marché des agents possédants une maîtrise suffisante décrite à l'article 6.2.

Le titulaire réalise la traduction avec la plus grande fidélité par rapport à l'original et conformément aux usages de la profession.

Les traductions livrées doivent être d'une qualité permettant leur utilisation immédiate sans que le ministère n'ait à les réviser ou les corriger. A cet effet, le titulaire doit mettre en place un dispositif de vérification avant remise des documents traduits. Le titulaire s'engage à la transparence concernant notamment la provenance de la traduction. Il s'assure qu'elle n'a pas été effectuée en automatique avec post-édition ou « par une intelligence artificielle » et fournit, à la demande, tout moyen de preuve au ministère.

Le titulaire doit notamment vérifier les éléments suivants :

- le texte cible est complet ;
- le texte cible traduit le texte source de manière fidèle, précise et cohérente ;
- la terminologie est harmonisée dans tout le document ;
- le texte cible est exempt d'erreurs sur le plan de la syntaxe, de l'orthographe, de la ponctuation ou de la typographie et de toute autre erreur grammaticale ;
- la mise en forme du texte cible est conservée ;
- toute instruction particulière éventuellement donnée par le service donneur d'ordre a été prise en compte.

Le titulaire s'engage à respecter la présentation et la mise en page à l'identique du document qui lui est fourni (niveaux de titres, police, enrichissements, etc.). Toutefois, concernant les éléments non modifiables à traduire (images au sein d'un document, etc.), pour les documents qui ne sont pas destinés à être maquetés dans un autre format, les traductions sont intégrées dans le document même, par l'utilisation de zones de texte ou en tableaux basiques avant ou après l'élément non-modifiable concerné.

Le titulaire désigne, dans la mesure du possible et pour chaque langue, un traducteur dédié natif dans la langue cible qui travaillera régulièrement pour le ministère.

Le titulaire s'engage à respecter les délais indiqués dans le bon de commande. De manière exceptionnelle, le

titulaire doit être en mesure de répondre aux demandes de traduction urgentes du ministère.

Le titulaire s'engage à fournir une assistance à l'exécution des prestations, au minimum pendant les heures ouvrées, sans surcoût pour le ministère.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire s'engage à participer aux réunions organisées à l'initiative du ministère dans ses locaux ou en visioconférence : réunion de lancement et des réunions de suivi (à titre indicatif une fois par an ou à titre exceptionnel en cas de nécessité).

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 20 du présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

## **ARTICLE 13. CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS**

### **13.1. Conduite des prestations**

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin. Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune des interlocuteurs chargés du suivi des prestations au cours de l'exécution du marché. Toutes les demandes d'informations, autres que la traduction, entre le titulaire et le ministère se font par écrit, de préférence sous la forme de messages électroniques (courriels).

Le titulaire s'engage à être présent lors de/ assister à la réunion de lancement du présent marché ainsi qu'à toute réunion ou rencontre organisées par le ministère, notamment dans le cadre du suivi opérationnel et financier du marché.



#### 13.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère

Dès la notification du marché, une réunion de lancement sera prévue à l'initiative du ministère avec le titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés. Lors de la réunion de lancement, le ministère désigne un correspondant par service donneur d'ordres qui assureront le suivi de l'exécution du marché et seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire. Le ministère communique au titulaire les noms et fonctions de ces correspondants et indique au titulaire la procédure à suivre en leur absence. Des personnes de niveau équivalent peuvent être désignées en remplacement, en cas de nécessité.

#### 13.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Lors de la réunion de lancement, le titulaire désigne un à deux correspondants permanents pour le ministère. Le titulaire indique au ministère leurs noms, coordonnées professionnelles (téléphone fixe et portable, courriel) et références. Ces correspondants ont pour mission de prendre les commandes, de veiller à la bonne exécution des commandes effectuées dans le cadre du présent marché et de traiter tout problème qu'elle qu'en soit sa nature.

##### 13.1.2.1. Changement de correspondant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du ou des correspondants du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un correspondant de remplacement.

En cas de modification de son équipe, le ministère doit être informé de ces changements au moins 10 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

La proposition faite par le titulaire au ministère concernant le choix du (des) remplaçant(s) est réalisée conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Par ailleurs, lorsqu'en cours de prestation, une interprétation engendre des incompréhensions ou des contresens flagrants ou lorsque les traductions livrées ne respectent pas les exigences formulées à l'article 12 du présent CCP, le ministère peut demander le remplacement immédiat du traducteur concerné pour la bonne suite de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. L'acceptation du remplaçant doit faire l'objet d'une validation explicite par le ministère qui se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Cette mesure s'applique aux salariés et préposés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses éventuels sous-traitants.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) litjourns ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récuse dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

##### 13.1.2.2. Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère dans un délai maximum de 10 jours.

Si le titulaire est dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté ou si ce remplaçant est récuse, le ministère se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCP.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 16 du présent document.

### **13.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum**

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr) :

- un état de la consommation tous les quatre mois ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

### **ARTICLE 14. CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. En particulier, le titulaire s'engage à maintenir confidentiels les documents transmis par le bureau DEPP B2-1 en vue des épreuves pour les évaluations internationales.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au ministère à première demande du ministère.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation pour faute du titulaire prévue à l'article 39 du CCAG-PI.

### **ARTICLE 15. PENALITES, RÉFACTIONS ET REJET**

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

#### **15.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant

total commandé.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Le non-respect des délais est qualifié dès lors que le titulaire ne remet pas un livrable dans les délais prévus au CCP ou qu'à l'issue de la remise d'une version 2 dans le « délai de correction éventuelle du titulaire » après remarques du ministère, le ministère n'est pas en capacité de recetter compte tenu de la mauvaise qualité du dit livrable.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable ni indemnités, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

#### 15.1.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais standards

Les délais d'exécution définis à l'article 6.4.2 du présent CCP sont impératifs. En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le ministère dans les plus brefs délais par un courriel motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- 25% du montant de la commande HT par jour ouvré de retard au-delà des délais fixés à l'article 6.4.2 à partir de 2001 mots ;
- 25% du montant de la commande HT par heure ouvrée de retard jusqu'à 2 000 mots.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 9 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

#### 15.1.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais restreints

Les délais d'exécution restreints définis dans les bons de commande ou dans les demandes précédant un bon de commande de régularisation sont impératifs. En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le ministère dans les plus brefs délais par un courriel motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les bons de commande, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- 25% du montant de la commande HT par jour ouvré de retard au-delà des délais fixés dans le bon de commande, à partir de délai prévu supérieur ou égal à 2 jours et de 2001 mots ;
- 25% du montant de la commande HT par heure ouvrée de retard si le délai fixé dans le bon de commande est inférieur ou égal à une journée ouvrée.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 9 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

#### 15.1.3. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de traduction avec délais d'urgence inférieurs à 6 heures ouvrées

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais d'urgence prévus dans la demande du ministère, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 euros hors taxes par heure de retard.

#### 15.1.4. Pénalités pour retard dans la transmission du glossaire et de la mémoire de traduction

En cas de retard de plus de 5 jours ouvrés dans la transmission du glossaire suite à une demande du ministère, ou à la fin de l'exécution du marché (cf. article 6.4.7), le titulaire encourt sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 100 euros hors taxe par jour ouvré de retard.

### **15.2. Pénalités pour non-respect de la clause sociale**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 8 du présent CCP les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale ;
- 100 € par jour ouvré de retard si, après demande du ministère, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé ;
- une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par le marché et non réalisées, du fait du titulaire, multiplié par 10.

### **15.3. Pénalités pour non-respect de la clause environnementale**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause environnementale prévue à l'article 8 du présent CCP la pénalité suivante : 100 € HT pour non fourniture des :

- justificatifs relatifs à la démarche de mise en conformité du site internet de gestion électronique des documents avec les exigences du Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN) ;
- bilan de ses émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et plan de transition associé, pour le titulaire soumis à cette obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations.

### **15.4. Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels**

En cas de non-respect des conditions et obligations prévues par les documents contractuels régissant le présent marché, notamment la transparence concernant la provenance de chaque traduction et la fourniture des moyens de preuve associés, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 50% du montant de la commande par manquement.

### **15.5. Réfaction pour manquement ou mauvaise exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, en cas de qualité insuffisante de la traduction du fait notamment du non-respect du vocabulaire des domaines pointus ; de traduction comportant des erreurs ou étant peu idiomatique et trop calquée sur le français ou la langue source ; de termes mal harmonisés sur l'ensemble des documents ou d'inadaptation du format ou de la mise en page de la prestation réalisée, dont le titulaire a été informé immédiatement et a refusé la correction ou le remplacement du traducteur, il est appliqué une réfaction de 50% du montant de la commande.

### **15.6. Rejet des prestations**

En cas de rejet des prestations et par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le titulaire dispose du délai indiqué dans la notification de la décision de rejet pour effectuer à nouveau les prestations. Après 2 rejets pour une même prestation, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Après 4 rejets au cours de l'exécution du marché et par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité ni mise en demeure préalable.

## ARTICLE 16. PRIX DU MARCHÉ

### 16.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du marché telles que définies dans le présent cahier des charges et intègrent les charges fiscales, droits d'auteurs, de diffusion, etc., ainsi que tous les autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de gestion, de livraison et de personnel, les matériels mis à disposition, etc.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### 16.2. Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, conformément au bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

La traduction entre deux langues non tarifées dans le bordereau de prix fait l'objet d'un devis détaillé fourni par le titulaire, accompagné des justificatifs correspondants, sur demande du ministère et accepté par ce dernier. Les commandes sur devis ne pourront dépasser 5% du montant total commandé par chaque donneur d'ordres.

### 16.3. Révision des prix

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils peuvent ensuite être révisés, une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P0 (0,50 + 0,50 \cdot I/I0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P0 = prix d'origine

I = valeur du dernier indice INSEE série n°010766446 (\*) connu 3 mois avant la date de révision annuelle

I0 = valeur de l'indice INSEE série n°010766446 (\*) au mois M0 d'établissement des prix (mois de réception des offres).

(\*) [Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises \(B to B\) - CPF 74.30 - Services de traduction et interprétation](#) – Prix de base - Base 2021 – données trimestrielles brutes

Le calcul est effectué en fonction de la formule paramétrique ci-dessus. Il est arrondi au millième supérieur.

Si la valeur définitive d'un indice ou index n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

En cas de remplacement ou d'arrêt de l'indice cité ci-dessus, le nouveau est substitué dans les conditions et selon le coefficient de raccordement fixés par l'INSEE. La nouvelle formule est notifiée par l'acheteur au titulaire.

#### Modalités de mise en œuvre de la révision des prix

L'ajustement des prix s'opère à la baisse comme à la hausse sur le barème des prix du titulaire.

Un mois avant la date anniversaire du marché (date de notification), le titulaire transmet au ministère pour acceptation, le bordereau des prix mis à jour ainsi que le détail des calculs avec le taux applicable, à l'adresse suivante : [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr).

Pendant la durée du préavis, le ministère continue d'émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins aux conditions tarifaires initiales.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, les nouveaux prix ne sont pas opposables, les prix en vigueur demeurant valables.

Le ministère dispose d'un délai de vingt jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux prix pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

Si le ministère constate une augmentation supérieure à 2 % du prix initial, il se réserve le droit de ne pas

reconduire le présent marché. Le paiement des factures correspondant à des prestations déjà effectuées pouvant seul être exigé.

Néanmoins, si des circonstances exceptionnelles entraînent une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, y compris en dehors de la période de révision autorisée, le titulaire devra adresser au ministère une demande expliquant les raisons justifiant ce réajustement de prix.

## **ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION**

### **17.1. Facturation**

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

Le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la commande.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ou de l'ordre de service ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

### **17.2. Délais de paiement**

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

### **17.3. Avance**

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

### **17.4. Acomptes**

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

### **17.5. Cession ou nantissement des créances**

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 18. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE**

### **18.1. Assurance**

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec

les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

## **18.2. Justificatifs sociaux**

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

## **18.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché**

### **18.3.1. Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

### **18.3.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire**

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.



## **ARTICLE 19. UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE**

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, à l'exception des traductions, objet du marché.

## **ARTICLE 20. RESILIATION**

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En plus des cas prévus à l'article 39.2 du CCAG-PI, le marché peut être résilié sans mise en demeure préalable et sans formalités, ni paiement d'indemnité si :

- L'exécution des prestations subit un retard de plus de 10 jours ouvrés du fait du titulaire (cf. article 15.1 du présent CCP), sauf si les retards sont imputables au ministère ;
- En cas de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché
- Lorsque les prestations fournies par le titulaire ont fait l'objet de 4 rejets au cours de l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 7 du CCAG-PI, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

## **ARTICLE 21. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr), une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

## **ARTICLE 22. DIFFERENDS ET LITIGES**

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

## **ARTICLE 23. DEROGATIONS**

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 9	Opérations de vérification – admission Garantie technique	Articles 28, 29 et 30
Article 11	Propriété intellectuelle	Article 35
Article 13.1.2.1	Changement de correspondant du titulaire	Article 3.4.3
Article 13.1.2.2	Récusation d'un intervenant par le ministère	Article 3.4.3
Article 15	Pénalités, réfections et rejet	Articles 14.1, 29.3 et 39
Article 18.1	Assurance	Article 9.2
Article 20	Résiliation	Articles 29 et 39.2